

SESSIONI URDINARIA DI U 2019

RIUNIONI DI U 4 di luddu di u 2019

N° 2019 /M2/ 03

**QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA Camille MARTELLI
À nomu di u gruppu « Ghjuventù Naziunalista »**

Ughjettu : Microcrédit Universel Corse

Monsieur le Président de l'Agence de Développement Economique de la Corse,

Le 14 décembre 2016, l'Assemblée de Corse adoptait un rapport (délibération n° 16/293 AC) portant sur le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I).

L'article 49 de cette délibération chargeait le Président du Conseil Exécutif de Corse d'étudier toute mesure de définition d'un périmètre de mise en œuvre d'un dispositif de « Microcrédit Universel Corse ».

Le Microcrédit consiste en l'attribution de prêts de faible montant aux personnes ou entreprises exclues du système bancaire classique, du fait de leurs revenus trop faibles ou de la fragilité de leur situation professionnelle.

L'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC) soutient des actions en faveur du microcrédit professionnel par l'intermédiaire d'un partenariat avec l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE). Ce financement permet ainsi de réduire les taux d'intérêts des bénéficiaires du dispositif pour créer ou développer son activité professionnelle.

Le dispositif de « Microcrédit Universel Corse » proposait en outre d'intégrer un microcrédit destiné aux personnes afin de favoriser l'inclusion sociale. Celui-ci a généralement pour objet l'acquisition de biens ou services permettant d'améliorer la

situation de l'emprunteur à travers un projet personnel afin de développer ou pérenniser des activités génératrices de revenus ou de pallier les « accidents de la vie ».

Ce dispositif permettrait une obtention pour les bénéficiaires d'un microcrédit à taux zéro. Les intérêts seraient alors intégralement pris en charge par la Collectivité.

La part de la population corse directement impactée par le chômage et la précarité ne cesse d'augmenter. Les difficultés liées à la mobilité, à l'accès à l'emploi, à la santé, à la culture et aux loisirs sont autant de freins qui favorisent l'exclusion sociale. L'exclusion bancaire en étant souvent le préalable.

Monsieur le Président, pouvez-vous nous indiquer l'état d'avancement de l'étude de faisabilité et les éléments retenus pour la mise en place de dispositif ?

Je vous remercie.